

Mis en cause au Pérou du deux poids deux mesures du Groupe de Lima



Lima, 7 avril (RHC) Farid Kahhat, éminent analyste international péruvien, a souligné la politique de deux poids, deux mesures appliquée en matière de démocratie et de droits de l'homme par le Groupe de Lima (GL), composé de gouvernement opposés à l'administration vénézuélienne.

Dans un article paru dans le quotidien conservateur El Comercio, le commentateur, Farid Kahhat, étranger à des sympathies pour le gouvernement bolivarien, a indiqué que le groupe, créé dans le but proclamé de promouvoir ces valeurs, 'commet le péché biblique de voir la paille dans l'œil du voisin et pas la poutre qui est dans le sien' et cite des cas ponctuels.

Il évoque des cas de gouvernements membres du Groupe de Lima sous lesquels il existe de graves problèmes en matière de droits de l'homme sur lesquels le groupe ne s'est pas prononcé.

Il cite l'Équateur, où une commission de la vérité a statué après une enquête que lors de la répression d'octobre 2019 contre les protestations populaires, le gouvernement actuel 'a gravement violé les droits à la vie, à l'intégrité physique, psychologique et sexuelle et à la liberté personnelle', ce qui n'a suscité aucune réaction du Groupe de Lima.

Kahhat cite également les crimes commis par les forces militaires colombiennes, sans que le gouvernement n'agisse, les laissant impunies.

Dans les deux cas, ajoute-t-il, on pourrait alléguer que ces gouvernements sont issus d'élections légitimes, 'ce n'est pas le cas de ceux de la Bolivie et du Honduras'.

'La Bolivie a rejoint le Groupe de Lima sous la présidente de facto Jeanine Áñez, étant un gouvernement issu d'un coup d'État qui, la veille, avait perpétré quatre massacres au cours desquels 37 manifestants ont été tués', ajoute-t-il.

En novembre 2020, le Mouvement pour le Socialisme (MAS) est revenu au gouvernement par des élections et l'une des premières décisions du nouveau président, Luis Arce, a été de retirer son pays du Groupe de Lima, et récemment le président argentin, Alberto Fernández en a fait de même.

Au sujet du Honduras, il rappelle que le gouvernement de Juan Orlando Hernández est resté sans problème au sein du groupe malgré sa réélection suite à une fraude et note que ce dirigeant fait l'objet d'une enquête pour trafic de drogue aux États-Unis, où l'un de ses frères a été récemment condamné pour le même crime.

Lorsqu'en 2018, un journaliste a demandé au vice-ministre péruvien des Affaires Étrangères péruvien de l'époque, Hugo de Zela, pourquoi le Groupe de Lima ne se prononçait pas sur des cas comme ceux du Honduras et de la Colombie, il a répondu avec froideur diplomatique que le groupe avait été créé uniquement pour traiter le cas du Venezuela.

Le Groupe de Lima a été créé en 2017, sous l'impulsion du gouvernement du pro-américain Pedro Pablo Kuczynski, qui a démissionné en mars 2018 pour un scandale lié à des allégations de corruption, pour lesquelles il fait l'objet d'une enquête assigné à résidence.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/253228-mis-en-cause-au-perou-du-deux-poids-deux-mesures-du-groupe-de-lima>



Radio Habana Cuba